

fléchisse et que les frais de production n'augmentent sensiblement.

L'augmentation régulière des prix au Canada présente une situation normale pour une économie en pleine expansion, en plein essor. Au début de la période d'expansion, une grande partie des capitaux accrus aurait été absorbée par une augmentation de la production et par l'écoulement des marchandises et le reste, par l'augmentation des prix. Mais, alors qu'on se rapproche graduellement du plein emploi, cette donnée change nécessairement.

Ce qui s'impose maintenant, c'est une étude très approfondie de nos problèmes et j'espère qu'avant le vote l'opposition présentera des arguments sérieux dans le débat.

Évidemment, nous nous intéressons aux mouvements des prix. Et c'est avant tout, parce que ceux-ci constituent l'essentiel de l'économie de marché. Je ne comprends pas très bien le point de vue du parti conservateur à ce sujet. Les conservateurs croient-ils à l'économie de marché ou non? Par exemple, estiment-ils que l'économie est mal équilibrée? Croient-ils que le taux de croissance est lent, que le chômage est élevé et que la balance des paiements est déficitaire? Certains de ces problèmes existent, il est vrai. Mais les conservateurs trouvent-ils à redire au niveau actuel de croissance? Sinon, ne sont-ils pas prêts à accepter ce que tout économiste considère...

Une voix: Vous n'avez pas fait baisser le coût de la vie.

M. Matheson: C'est un des inconvénients de la croissance. Les biens et même la main-d'œuvre se raréfient et les prix doivent s'adapter et ont tendance à monter.

Une voix: Je ne comprends pas cela.

M. Matheson: Monsieur l'Orateur, je remercie les députés de leur courtoisie et de leur patience. Il me semble que le ministre des Finances a très bien résumé la situation dans la conclusion de son exposé qu'on trouvera à la page 2950 du hansard du 21 mars 1966:

Il ne s'agit pas de mettre un frein à l'économie.

Je pense que tout le monde est d'accord là-dessus.

Une voix: Mettez un frein au coût de la vie.

M. Matheson: Je continue:

...mais

Une voix: Freinez la hausse du coût de la vie.

M. Matheson: Je continue:

...de ne pas l'accélérer au point de lui faire quitter la voie. Il faudra donc en maintenir l'expansion sans verser dans l'inflation...

C'est notre objectif à tous.

L'hon. J. W. Monteith (Perth): Monsieur l'Orateur, nous venons d'entendre l'exposé assez philosophique du député de Leeds (M. Matheson), secrétaire parlementaire du premier ministre. Un point de son discours, cependant, ne me semble pas très clair. Estime-t-il vraiment que, dans les dernières années dont il a parlé, la situation ait laissé autant à désirer? Je n'en suis pas sûr. Je suppose que je devrai attendre le hansard pour voir ce qu'il a vraiment voulu dire.

Le ministre du revenu national (M. Benson) s'est excusé auprès de moi, il y a quelques instants, disant qu'il ne serait pas ici pour m'entendre. Il ne manquera peut-être pas grand-chose, si ce n'est que mes propos porteront sur une question dont il a parlé tout à l'heure.

Il me semble qu'une des choses les plus importantes qu'il ait dites, c'est que la diminution de la taxe d'accise, mentionnée par le très honorable chef de l'opposition hier, n'avait pas trait, selon lui, à la taxe d'accise, mais aux droits de douane. Cela, à mon sens, est absurde. Le ministre a continué ainsi dans son discours. Je ne crois pas que ce genre de déclaration mérite d'être réfuté.

Le ministre a donné bien des chiffres, cherchant à prouver que le gouvernement, dont j'ai eu l'honneur d'être membre, n'avait rien fait pour améliorer la situation économique de notre pays. Les données statistiques du député de Cumberland (M. Coates) ont sûrement réfuté les affirmations du ministre du Revenu national.

Le ministre a déclaré que la hausse des prix n'a été, jusqu'à présent, pas trop grave. Je lui propose de demander à tous ceux qui ont un revenu fixe, tels les pensionnés, les retraités, les cultivateurs pris dans l'étau des coûts et des prix, et toutes les autres personnes entrant dans cette catégorie, s'ils trouvent que la hausse des prix n'est pas très grave. Je suis certain que leur réponse serait catégorique, que cette hausse des prix est sans contredit la plus grave qu'on ait enregistrée dans l'histoire de ce pays depuis de très, très nombreuses années.

Je voudrais évoquer brièvement le texte du sous-amendement du Nouveau parti démocratique. Le voici:

«et cette Chambre regrette également que le gouvernement n'ait pas créé une commission de révision des prix chargée de déterminer dans quelle mesure les hausses de prix sont injustifiées et de prendre les mesures appropriées pour diminuer ces prix en conséquence.»

Le sous-amendement est en deux parties, en fait, et c'est à la dernière partie que je veux m'en prendre. Celle-ci se lit:

...de prendre les mesures pour diminuer ces prix en conséquence.